

Le sylvopastoralisme : une pratique agroforestière à bénéfices réciproques

par Alexandre PARIZEL

L'Association française d'agroforesterie, créée en 2007, œuvre pour le développement d'une agriculture plus durable « par et avec l'arbre ». L'agroforesterie renferme une grande diversité de pratiques utilisant l'arbre comme outil de production agricole, soit par son intégration dans des zones à dominante « ouverte », soit, à l'inverse, par l'introduction d'activités de culture ou d'élevage dans des milieux fermés de type forestier. Cet article montre les difficultés techniques, réglementaires et financières qui empêchent la réussite des projets par la réalisation de bénéfices réciproques pour chaque activité, et propose des leviers pour y pallier.

L'Association française d'agroforesterie, créée en 2007, est une entité à rayonnement national et international œuvrant pour le développement d'une agriculture plus durable « par et avec l'arbre ». Bien que son périmètre d'action soit essentiellement la France métropolitaine et les DOM-TOM, elle intervient également au niveau européen et sur les autres continents, dans le cadre de projets multi-partenariaux.

Agroforesterie : un mot récent pour désigner des pratiques aussi anciennes que l'agriculture

Le mot « agroforesterie » a vu le jour au milieu des années 1970, pour porter sur le devant de la scène le rôle stratégique et multi-millénaire de l'arbre en agriculture. Ayant émergé d'abord dans les régions tropicales sous la plume de chercheurs, le terme vise plus largement à (ré)affirmer la complémentarité agro-environnementale et socio-économique entre les activités de production alimentaire et celles visant à fournir d'autres matières premières d'origine végétale (bois énergie, bois d'œuvre, substances à usage médicinal, etc.). Ainsi, l'agroforesterie renferme une grande diversité de pratiques utilisant l'arbre comme outil de production agricole, soit par son intégration dans des zones à dominante « ouverte », soit, à l'inverse, par l'introduction d'activités de culture ou d'élevage dans des milieux fermés de type forestier (parfois après éclaircie). Dans un cas comme dans l'autre, nombre de ces pratiques trouvent leur origine dans les agricultures traditionnelles (souvent plus productives qu'on ne le croit...), elles-mêmes issues d'un temps où ce que l'on appelait « agriculture » au sens large était sensiblement comparable à ce que l'on nomme aujourd'hui « agroforesterie ». Pour autant, l'agroforesterie telle qu'elle est pratiquée de nos jours sur les cinq continents agrège une masse considérable de savoir-faire empiriques très dispersés, sinon oubliés, obligeant les praticiens de terrain et les acteurs de la recherche-développement à travailler de concert pour trouver des solutions techniques face au changement climatique.

Une définition large pour réintroduire l'usage des arbres dans tous les contextes

C'est pourquoi l'Association française d'agroforesterie a choisi d'engager ses actions de (re)développement à partir d'une définition aussi large que possible de l'agroforesterie, en s'intéressant à « *toutes les pratiques agricoles qui intègrent l'arbre dans un environnement de production et qui s'inspirent, en termes agronomiques, du modèle de la prairie ou de la forêt.* » Autrement dit : des arbres et de l'agronomie. Objectif attendu : une couverture des sols de long en large et de bas en haut, tous les jours de l'année, un étagement progressif des plantes (herbacées, ligneuses, cultivées, spontanées), et ce, quel que soit le contexte de production.

Ce qui est visé à travers cette définition, c'est une reconnaissance générale — qui s'affine de jour en jour — pour relancer des pratiques encore sous-considérées, et qui sont pourtant menées depuis des siècles par les paysans du monde entier avec les arbres et la forêt.

Savoir-faire traditionnels, techniques modernes, plantation, régénération naturelle, en bordure ou au milieu des champs : l'arbre, pour revenir en agriculture, a besoin d'être cuisiné à toutes les sauces, pour tous les usages connus à ce jour et par la plus grande diversité possible de praticiens, que l'on soit en plaine ou en montagne, cultivateur, éleveur, forestier, ou simplement « gestionnaire » de ressources naturelles. Le tout, avec le sol et sa fertilité comme entrée première.

Photo 1 :
Bovins sous peupliers
et trognes de frêne
dans le marais Poitevin.
© Martial Lortion



Face au long processus de simplification des pratiques et dans un contexte de « divorce » forêt-agriculture, l'agroforesterie propose une approche globale de l'agronomie et du développement des territoires, utilisant l'arbre au service d'une agriculture productive, durable et polyvalente. Les divers systèmes agroforestiers mis en place par les agriculteurs sont aujourd'hui soutenus à travers des programmes de soutien à la plantation, étudiés lors de projets de recherche et développement et mis en lumière à travers des actions de communications et des supports de vulgarisation. Ce triptyque du développement de l'agroforesterie — et de l'agriculture plus globalement — a permis, en une dizaine d'année, de montrer que la complémentarité à bénéfice réciproque était possible, souhaitable... et souvent nécessaire.

L'Association française d'agroforesterie travaille autant en forêt, qu'en systèmes de culture, accrues forestières, zones de déprise agricole ou zone de défense des forêts contre l'incendie, puisque l'embroussaillage peut être géré par la mise en place d'une activité agricole en forêt. L'éventail des systèmes possibles est large. Dans certaines configurations, l'intégration d'une activité agricole peut être considérée comme anecdotique (récolte de champignons en forêt) face à l'objectif de production de bois. Dans d'autres, l'importance est donnée à l'élevage ou à la production agricole. L'arbre vient alors en complément comme élément du système indissociable garant d'une durabilité du système hybride agricole-forestier.

Le développement de l'agroforesterie : retours d'expériences et leviers d'action

Il est apparu que des pré-requis étaient nécessaires pour assurer la viabilité des initiatives agroforestières portées dans les territoires. L'introduction d'activités agricoles en forêt ou l'intégration de l'arbre en parcelles à vocation agricole nécessitent l'appréhension des verrous techniques, réglementaires et financiers.

Aujourd'hui, la réussite de certains projets sylvopastoraux se heurte parfois à des choix techniques peu ou pas adaptés. Plusieurs raisons sont avancées selon les cas : erreurs sur le choix des essences et mauvaise qualité des plants lors de leur mise en place, protec-

tion inadéquate des jeunes arbres, itinéraines techniques inadaptés en forêts pré-existantes, avec notamment des chargements (nombre d'animaux à l'hectare) trop importants, et/ou l'ouverture trop brutale de nouveaux peuplements, entraînant *in fine* une sensibilité accrue des forêts aux aléas climatiques, absence de suivi technique, manque de prise en compte des besoins et objectifs du forestier ou de l'éleveur dans le processus de décision.

Alors que les projets réussis restent silencieux, les échecs visibles alimentent la perception d'une association élevage-forêt impossible. Ils entretiennent la « frilosité » d'une partie des acteurs susceptibles de les mettre en œuvre. Certains préjugés persistent dans les milieux agricoles et forestiers. Un travail de déconstruction des idées reçues est souvent nécessaire pour (re)rouer les liens éleveurs-forestiers dans une gestion en bonne intelligence des espaces et ressources disponibles.

La montée en compétence des forestiers et des éleveurs-agriculteurs est également un enjeu majeur garantissant la durabilité de la mise en place et de la gestion de ces systèmes, qui atteignent parfois de très hauts niveaux de complexité techniques (et réglementaires).

L'Association française d'agroforesterie mène des projets de recherche et développement avec une entrée « système », pour faciliter l'acquisition de références techniques et donner une meilleure compréhension des pratiques agroforestières et de leur potentiel. Les agriculteurs et forestiers souhaitant se tourner vers l'agroforesterie disposent aujourd'hui de supports de vulgarisation qui présentent les techniques à succès, tant dans la mise en place que dans le suivi de leurs systèmes de production. Citons par exemple un récent guide technique « *Le peuplier agroforestier – techniques et coûts de plantation* ». Il aborde notamment des retours d'expériences à destination des gestionnaires de peupleraies souhaitant intégrer l'élevage dans leur système (bovin, ovin, porcin, volaille) ou, à l'inverse, des agriculteurs désireux d'introduire du peuplier dans leurs parcelles de pâturage (Cf. Photos 1 et 2).

Sur le plan réglementaire, l'enchevêtrement des cadres forestiers et agricoles complique parfois la lisibilité du « champ des possibles » pour le praticien. Des travaux de vulgarisation sont conduits en permanence ; ils sont complétés d'initiatives portées en direction des instances de décision nationales et européennes, afin de faciliter la mise en œuvre de ces pratiques dans les meilleures conditions. Une meilleure connaissance et compréhension de la réglementation crée des synergies. L'élevage devient alors un moyen de reconnecter des acteurs entre eux à l'échelle des territoires ruraux.

Un travail est actuellement mené sur la rédaction de supports de vulgarisation. Ils synthétisent les normes réglementaires s'appliquant aux systèmes agroforestiers sur parcelles cadastrées forêt (publication prévue au printemps 2021).

Photo 2 :
Système sylvopastoral
dans la forêt Xeromero,
Grèce.
© Agforward

Etude des systèmes sylvopastoraux et agrosylvopastoraux européens : le projet AGFORWARD (2014-2017)

Le projet avait pour objectif d'identifier les systèmes agroforestiers à travers l'Europe, d'étudier leur fonctionnement, d'évaluer leurs performances et de déterminer les freins ou leviers d'adoption de ces systèmes. Une des finalités premières est de fournir aux éleveurs et forestiers des moyens d'améliorer la résilience de leur système face au changement climatique. Notons également l'objectif en filigrane qu'est le soutien à l'adoption de systèmes agroforestiers appropriés en Europe grâce à l'élaboration de politiques adaptées et à la diffusion d'informations et de connaissances. Plusieurs configurations de systèmes agrosylvopastoraux innovants ont été étudiées et relatées dans des fiches « cas concrets ». Ces exemples incluent la *dehesa* et les systèmes *montado* en Espagne et au Portugal, des chênaies pâturées en Sardaigne et de Vélani en Grèce. Certaines fiches traduites en français peuvent être trouvées sur le site de l'Association française d'agroforesterie.

Quel constat pour les systèmes agrosylvopastoraux grecs ? Dans la partie ouest de la Grèce, les éleveurs d'animaux utilisent les forêts de chênes pour le pâturage et l'utilisation des glands. Les systèmes sylvopastoraux, également majoritaires dans la zone méditerranéenne sud du territoire grec, déclinent en raison de l'arrêt de la transhumance, d'un manque de connaissance des bénéfices de cette alliance à bénéfice réciproque et d'une absence d'incitation financière au maintien de ces systèmes qui tendent vers une simplification. Des actions de sensibilisation ont été engagées afin de développer l'intérêt des éleveurs agriculteurs et des autorités locales pour ces systèmes et encourager leur maintien. Plusieurs leviers d'actions de bon sens et garantissant la durabilité de ces systèmes à l'échelle parcellaire ont été identifiés : rigueur technique dans la conduite des arbres, point d'attention sur le surpâturage éventuel et la régénération de la forêt, certification et orientation des produits agricoles vers les filières à forte valeur ajoutée.



Dans la civilisation du bois, tout paysan était un peu agriculteur, pasteur, boisilleur, chasseur, artisan et bûcheron à ses heures perdues. Passé l'an mil, le temps des usages forestiers fut peu à peu réglé en fonction des saisons et l'espace « pour faire son bois » restreint et de plus en plus réservé aux professionnels : coureurs des bois, artisans, porcher ou berger communal. Désormais confiné dans le travail agricole, le paysan dut se consacrer aux cultures de l'agrosystème. Au quotidien, c'est la vie entière des cultivateurs qui se transforma et commença à s'uniformiser.

Martine Chalvet, *Histoire de la forêt*, 2015, p. 97.

Pour les éleveurs et agriculteurs souhaitant intégrer l'arbre dans ou en bordure de leurs pâtures et cultures, des supports réglementaires ont déjà vu le jour (RRAF, 2018 ; AFAF, 2019).

Concernant les verrous financiers, de nombreux programmes d'aide à la plantation existent, mais le conseil et le suivi technique ne sont souvent pas financés ou de manière très insuffisante, alors qu'ils conditionnent pleinement la réussite des projets. C'est pourquoi l'Association française d'agroforesterie pilote depuis plusieurs années un programme de soutien financier dédié, qui inclut l'accompagnement technique, par-delà l'aide apportée à l'achat des fournitures (plants, protection, paillage).

En 2020, ce sont des centaines de projets qui ont vu le jour au niveau national, dont plusieurs dizaines dans le sud de la France, sur le pourtour méditerranéen : forêt jardinée, porc noir sous chênes, cultures de champignons en forêt, etc. Leur suivi sur la durée est un enjeu de première importance pour garantir des dynamiques territoriales et un développement durable de l'agroforesterie.

Quelles perspectives et voies de progrès pour le sylvopastoralisme ?

Nombre d'éleveurs et forestiers impliqués dans le sylvopastoralisme visent une optimisation des performances de leurs systèmes. Les services écosystémiques résultant de ces pratiques sont multiples, en lien notamment avec la diversité des productions, l'amélioration du bien-être animal, le recyclage des effluents et le maintien de la ressource en eau (quantité et qualité). Chaque système suit un fonctionnement propre lié à l'environnement social, pédo-climatique et économique. Si de grands principes du processus de diagnostic et d'analyse sont communs,

aux projets en devenir, chaque initiative est à réfléchir au cas par cas, grâce à l'accompagnement par des animateurs et des conseillers compétents.

Alors que le sylvopastoralisme est un concept intégrateur, les politiques publiques segmentent au contraire forêt et agriculture, ce qui rend souvent complexe la mise en place sur le terrain de systèmes agroforestiers multi-usages. Il apparaît donc nécessaire de :

1) poursuivre les travaux de vulgarisation de la réglementation afin d'éclairer les éleveurs et forestiers sur l'éventail des associations possibles dans leur territoire,

2) proposer des pistes d'amélioration de la réglementation (et les faire adopter) afin d'amplifier les dynamiques à l'œuvre ces dernières années et de sortir d'un cadre figé et cloisonnant qui empêche le dialogue entre éleveurs et forestiers,

3) favoriser les coopérations agriculteurs-éleveurs-forestiers à l'échelle des territoires pour encourager des pratiques d'élevage itinérant permettant la valorisation de toutes les ressources fourragères disponibles (prairies, sous-bois, couverts d'interculture...) : il s'agit de redonner à l'élevage son rôle de « vecteur de fertilité » au service d'une agriculture durable.

Le (re)développement du sylvopastoralisme ne pourra s'affranchir d'une recherche et développement qui lui sont propres, apportant des éléments de solutions dans les territoires sensibles au changement climatique : itinéraires techniques appropriés, adaptation du couvert herbager et ligneux et gestion optimisée du pâturage... Les leviers d'action sont nombreux pour rendre possible la production agricole et forestière sur une même surface y compris en condition limitante. Certains territoires, segmentés et peu résilients face au changement climatique, gagneraient à adopter ce concept millénaire.

A.P.

Pour aller plus loin

Association Française d'Agroforesterie, 2019.
Arbres, haies et bandes végétalisées dans la PAC 2015-2020 – Fiche réglementaire. 15p.

Réseau Rural Agroforestier Française, 2018.
Agroforesterie et statut du fermage – synthèse et appui à la rédaction des baux ruraux. 12p.